

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

GRANDE CHANCELLERIE DE LA LÉGIION D'HONNEUR

Radiations des contrôles de la médaille militaire.

Par arrêtés du grand chancelier en date du 22 septembre 1970, pris en application des articles R. 91, R. 110, R. 157 et R. 168 du décret n° 62-1472 du 28 novembre 1962 portant code de la Légion d'honneur et de la médaille militaire, ont été rayés des contrôles de la médaille militaire et privés en outre définitivement du droit de porter toute décoration française ou étrangère ressortissant à la grande chancellerie :

Aubry (Daniel-Jean), ex-gendarme, médaillé militaire du 30 juin 1962, rayé à compter du 21 janvier 1970.

Judicael (Georges), médaillé militaire du 23 juillet 1956, rayé à compter du 22 janvier 1962.

Victorni (Hugues), médaillé militaire du 31 décembre 1962, rayé à compter du 29 mai 1967.

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

PREMIER MINISTRE

Décret admettant des administrateurs en chef de classe exceptionnelle des affaires d'outre-mer à faire valoir leurs droits à pension de retraite.

Par décret du Président de la République en date du 24 septembre 1970, les administrateurs en chef de classe exceptionnelle des affaires d'outre-mer dont les noms suivent, placés dans la position de congé spécial prévue par l'article 9 du décret n° 59-1379 du 8 décembre 1959, sont admis à faire valoir leurs droits à pension de retraite pour compter des dates respectives ci-après, dates d'expiration du congé spécial :

- M. Clement (Edouard-Jean-Marie), 1^{er} novembre 1970.
- M. Dupertuis (Jean), 15 novembre 1970.
- M. Pietrantonio (Robert-Jean-Baptiste), 26 novembre 1970.
- M. Lhomme (Claude-Georges-Charles), 1^{er} décembre 1970.
- M. Bourlon (Abel-Henri-Eugène), 26 décembre 1970.

JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Concours de recrutement des professeurs d'éducation physique et sportive.

Le ministre de l'éducation nationale et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs, Vu le décret modifié n° 45-438 du 17 mars 1945 relatif au certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive, et notamment son article 5,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Les épreuves du concours de recrutement des professeurs d'éducation physique et sportive comportent :

- Des épreuves écrites ;
- Des épreuves orales et pédagogiques de polyvalence ;
- Des épreuves à option ;
- Des stages en situation.

Pour toutes les épreuves et pour les stages, les candidats doivent tenir compte des instructions en vigueur au 1^{er} octobre de l'année scolaire en cours.

Chacune des épreuves est notée de 0 à 20.

Tout candidat ne subissant pas l'ensemble des épreuves est éliminé.

Toute note inférieure à 5 peut être rendue éliminatoire par le jury plénier.

Les candidats au concours de recrutement des fonctionnaires du corps des professeurs d'éducation physique et sportive sont classés d'après le total des points obtenus par chacun d'eux augmenté, le cas échéant, des bonifications accordées. Le jury dresse la liste de ceux dont l'admission définitive est proposée à l'approbation ministérielle.

Les candidats *ex aequo* sont départagés, lorsque cela est nécessaire, d'après le total des points obtenus à la quatrième épreuve de l'article 3 et à la seconde épreuve de l'article 4.

Les candidats ayant échoué deux fois ne sont pas autorisés à se représenter au concours.

Art. 2. — Les épreuves écrites comprennent :

1. Une composition portant sur un sujet faisant appel à la réflexion et aux connaissances nécessaires pour situer la place des activités physiques et sportives dans le monde moderne, pour en juger l'importance, en préciser le caractère et en déterminer l'évolution dans un but prospectif.

2. Une composition portant sur un sujet ou sur des questions d'ordre technique et pédagogique faisant appel aux données des sciences biologiques et des sciences humaines.

La durée de chacune de ces deux épreuves est de quatre heures. Les deux notes obtenues sont chacune affectées du coefficient 1.

Art. 3. — Les épreuves orales comprennent :

1. Une épreuve sur un sujet de pédagogie appliquée, à traiter en faisant référence notamment aux données de la pédagogie générale.

La note obtenue est affectée du coefficient 1.

2. Par tirage au sort :

Soit l'établissement d'un programme d'enseignement.

Le jury précise au candidat, notamment :

- Les objectifs pédagogiques ;
- Les familles de la liste de polyvalence publiée en annexe qui peuvent être utilisées ;
- Le nombre de séances de la période considérée ;
- L'âge et le niveau des élèves ;
- Les aires de travail utilisables et le matériel disponible.

Le candidat justifie le programme établi. Il est interrogé sur ce programme (notamment : choix, adaptation, progression) et sur un ou plusieurs des éléments qui le composent (notamment : analyses de mouvement, techniques, règlements).

Il est appelé à présenter des démonstrations.

Soit la présentation d'un choix d'exercices, de procédés, de moyens, classés en progression, en vue de combler les insuffisances et les manques (notamment : insuffisances des facteurs d'exécution, insuffisances spatio-temporelles, défaut de coordination, de rythme, relâchement) constatés dans la pratique d'une activité appartenant à l'une des familles énumérées dans la liste de polyvalence publiée en annexe.

Le jury indique, notamment :

- Les insuffisances et les manques ;
- L'âge et le niveau des élèves ;
- Les conditions matérielles d'exécution.

Pour la cinquième famille, Education posturale et rééducation par le mouvement, il peut être demandé au candidat d'examiner un élève et de déterminer lui-même les déficiences, avant de choisir les exercices propres à les corriger.

Le candidat est interrogé sur la progression établie (choix, adaptation) et sur un ou plusieurs des éléments qui la composent (notamment : analyses de mouvement, techniques, règlements).

Il est appelé à présenter des démonstrations.

La note obtenue est affectée du coefficient 1,5.

Le résultat du tirage au sort n'est connu du candidat qu'au moment de l'épreuve.

3. La composition d'une séance dans l'une des familles énumérées dans la liste de polyvalence publiée en annexe, en se conformant aux indications fournies par le jury, notamment en ce qui concerne :

- L'âge et le niveau des élèves ;
- Les buts recherchés ;
- Les emplacements et le matériel utilisables ;
- Le temps disponible.

Le candidat justifie la composition de la séance. Il est interrogé sur cette composition et sur un ou plusieurs de ses éléments (notamment : analyses de mouvement, techniques, règlements).

Il est appelé à présenter des démonstrations.

La note obtenue est affectée du coefficient 1,5.

Le sujet proposé au candidat n'est connu de celui-ci qu'au moment du passage de l'épreuve.

Les épreuves 2 et 3 précédentes portent sur des familles différentes. Est exclu de ces deux épreuves tout ce qui concerne l'option du candidat, et seulement ce qui concerne l'option.

Pour apprécier la valeur du candidat, le jury peut prendre en considération, pour ces deux épreuves notamment, les préférences déclarées par celui-ci au moment de son inscription, conformément aux dispositions et à la liste prévues en annexe.

4. Un entretien avec le jury. Cet entretien porte sur le travail effectué par le candidat dans les domaines où s'est exercée son action éducative et tout spécialement dans les établissements d'enseignement, les colonies de vacances, les fédérations, les ligues, les clubs et l'A. S. S. U.

Le jury tient compte en priorité des rapports de stages, ou d'inspection. Le cas échéant, il prend en considération toute pièce de référence présentée par le candidat, et notamment le livret scolaire, le livret d'E. P. S., les attestations de participation à l'encadrement des jeunes.

Le jury est habilité, pour éclairer son jugement, à poser toute question et, lorsqu'il y a lieu, à demander toute démonstration. Il peut en outre procéder à la vérification de l'authenticité des pièces fournies par le candidat.

La note attribuée par le jury à la suite de cet entretien est affectée du coefficient 2.

Art. 4. — Les épreuves à option comprennent :

1. Une épreuve physique, chronométrée, mètre ou appréciée, choisie par le candidat dans l'une des familles de la liste des options publiée en annexe, épreuve notée conformément aux dispositions qui y sont prévues.

La note obtenue est affectée du coefficient 1.

2. L'établissement d'un programme ou d'une progression, ou d'une séance d'initiation ou d'entraînement dans la discipline où l'épreuve physique a été choisie, conformément aux concordances indiquées par le tableau publié en annexe.

Le jury précise au candidat :

- L'âge et le niveau des pratiquants ;
- Les buts recherchés ;
- Les conditions matérielles ;
- La période ou la durée à considérer ;
- Et, s'il y a lieu, tout renseignement complémentaire.

Le candidat est appelé à justifier la composition du programme, de la progression, ou de la séance établis. Le jury peut en outre poser toute question et demander toute démonstration.

En plus, les candidats sont invités à faire la preuve, auprès du jury, de leur activité dans les milieux spécialisés correspondant à l'option choisie, pendant au moins deux des trois dernières années précédant le concours (1).

Le jury prend en considération les attestations fournies. Il est habilité à poser toute question sur l'activité du candidat dans ce domaine. Il peut en outre procéder à la vérification de l'authenticité des pièces fournies par le candidat.

La note obtenue est affectée du coefficient 1.

Art. 5. — Les candidats accomplissent pendant l'année scolaire ou à lieu les concours deux stages en situation, l'un dans l'établissement d'enseignement du second degré qui leur est désigné, l'autre dans un club qu'ils choisissent (2), sous réserve de l'accord de l'inspecteur principal pédagogique de l'académie où se trouve ce club. Seuls les candidats bénéficiant en France d'une délégation de plus de trois mois dans un établissement du second degré peuvent être dispensés du stage scolaire.

Une circulaire précise chaque année les modalités de ces stages et les conditions de dispenses.

Les rapports de stage ou les rapports d'inspection qui en tiennent lieu sont pris en considération par le jury comme il est prévu au paragraphe 4 de l'article 3.

Art. 6. — Des bonifications peuvent être accordées pour des titres sportifs sur les bases suivantes.

Pour un ou plusieurs titres sportifs internationaux : dans la limite de 15 points ;

Pour un ou plusieurs titres sportifs nationaux : dans la limite de 10 points ;

Pour un ou plusieurs titres sportifs régionaux : dans la limite de 5 points.

La bonification est fixée par le président du jury assisté d'un examinateur de chacune des commissions de la quatrième épreuve de l'article 3 et de la seconde épreuve de l'article 4, examinateur proposé par ses collègues.

Ces points sont, pour le classement, ajoutés au total obtenu par le candidat.

Art. 7. — Ces dispositions prendront effet à partir de la session de 1971. Toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté sont abrogées, et notamment l'arrêté du 12 décembre 1966.

Art. 8. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 septembre 1970.

Le ministre de l'éducation nationale,
OLIVIER GUICHARD.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,
chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs,
JOSEPH COMITI

(1) Ramené à un an pour les candidats de la session 1971.

(2) Le remplacement du stage Club par un deuxième stage scolaire peut être autorisé, en cas d'impossibilité absolue, pour le concours de 1971.

ANNEXE

EPREUVES DE CLASSEMENT

Epreuves de polyvalence.

Les deuxième et troisième épreuves de l'article 3 portent sur au moins deux familles différentes de la liste suivante (tout ce qui concerne l'option, et seulement ce qui concerne l'option, étant exclu) :

- 1 Athlétisme.
- 2 Natation, plongeon (candidats et candidates), water-polo (candidats) natation artistique (candidates).
- 3 Sports collectifs.
- 4 Gymnastique (candidats et candidates) et gymnastique moderne (candidates).
- 5 Education posturale et rééducation par le mouvement (1).
- 6 Sports de combat et haltérophilie (candidats).
- 7 Education rythmique, danse classique, danses contemporaines, danses folkloriques (candidates).

Chaque candidat est invité à classer, au moment de son inscription, les disciplines ou les spécialités des listes ci-après dans l'ordre de ses préférences, en fonction de ses connaissances, de sa pratique et de sa valeur pédagogique.

(1) Corrective.

Le classement est pris en considération par le jury, notamment pour les deuxième et troisième épreuves de l'article 3.

Certaines disciplines ou spécialités peuvent être classées à égalité. D'autres (équitation, parachutisme, patinage sur glace, vol à voile, etc.) peuvent être signalées, le cas échéant, sans toutefois entrer dans le classement demandé. (Le candidat précise simplement le niveau de sa compétence en les faisant figurer sur la partie gauche des colonnes qu'il aura chiffrées pour les disciplines ou spécialités ci-dessous énumérées) :

Candidats.

Athlétisme.	Hand-ball.
Boxe.	Judo.
Basket-ball.	Lutte.
Canoë-kayak.	Natation.
Education posturale et rééducation par le mouvement.	Plongeon.
Escalade.	Rugby.
Escrime.	Ski.
Football.	Tennis.
Gymnastique.	Voile.
Haltérophilie.	Volley-ball.
	Water-polo.

Candidates.

Athlétisme.	Gymnastique moderne.
Basket-ball.	Hand-ball.
Canoë-kayak.	Natation.
Danse.	Plongeon.
Education posturale et rééducation par le mouvement.	Ski.
Escalade.	Tennis.
Escrime.	Voile.
Gymnastique.	Volley-ball.

Epreuves d'option.

Epreuves physiques.	Epreuves orales et pédagogiques correspondantes.
Une épreuve de course (1)	Athlétisme : les courses.
Une épreuve de saut (2)	Athlétisme : les sauts.
Une épreuve de lancer (3)	Athlétisme : les lancers.
Une épreuve de natation (4) ...	La natation.
Une épreuve de plongeon	Le plongeon.
Une épreuve de water-polo (candidats).	Le water-polo.
Une épreuve de natation artistique (candidates) (5).	La natation.
Une épreuve de gymnastique (5) (6).	La gymnastique (6).
Une épreuve de gymnastique moderne (candidates) (5).	La gymnastique moderne.
Un sport collectif : basket, football, rugby ou volley (candidats).	Le sport collectif choisi.
Un sport collectif : basket, handball ou volley (candidates).	Le sport collectif choisi.
Le judo (candidats)	Le judo.
La lutte libre (candidats)	La lutte (libre et gréco-romaine).
La lutte gréco-romaine (candidats).	La lutte (libre et gréco-romaine).
La boxe (candidats)	La boxe.
L'haltérophilie : trois mouvements (candidats).	L'haltérophilie.
Une épreuve de danse contemporaine (candidates) (5).	L'éducation rythmique, la danse classique, les danses contemporaines.
Une épreuve de danse classique (candidates) (5).	L'éducation rythmique, la danse classique, les danses contemporaines.
Le fleuret ou l'épée ou le sabre.	L'escrime (le fleuret, l'épée et le sabre).
Le ski	Le ski.
L'escalade	L'escalade.
La voile	La voile.
Le canoë-kayak	Le canoë-kayak.
Le tennis	Le tennis.

(1) Hommes : 100, 200, 400, 800, 1.500, 5.000 mètres, 110 mètres haies, 400 mètres haies. Femmes : 100, 200, 400, 800, 1.500 mètres, 100 mètres haies, 200 mètres haies.

(2) Hommes : hauteur, longueur, perche, triple saut. Femmes : hauteur, longueur.

(3) Hommes : poids, disque, javelot, marteau. Femmes : poids, disque, javelot.

(4) Hommes et femmes. — Libre : 100, 400, 1.500 mètres ; brasse : 100, 200 mètres ; dos : 100 mètres ; papillon : 100 mètres ; quatre nages : 200 mètres.

(5) Le candidat ou la candidate choisit la composition de l'exercice et l'engin, le cas échéant.

(6) Le trampoline inclus.

Notation des épreuves d'option.

1. Les épreuves chronométrées et métrées sont notées par référence au barème Letessier (dernière édition avec ses additifs et ses rectificatifs, le cas échéant). Un point de la note correspondant à 1 point de la cotation, conformément aux dispositions suivantes :

Athlétisme :

Hommes : de 0 à 20, en correspondance avec la cotation de 30 à 50.
Femmes : de 0 à 20, en correspondance avec la cotation de 23 à 43.

Natation :

Hommes : de 0 à 20, en correspondance avec la cotation de 30 à 50.
Femmes : de 0 à 20, en correspondance avec la cotation de 25 à 45.

Haltérophilie :

Hommes : de 0 à 20, normalement.

En règle générale, et sauf disposition contraire expressément prévue à la suite, le règlement de ces épreuves est conforme à celui des fédérations internationales.

Dans toutes les épreuves, en cas d'accident ou d'incident, le jury est juge de l'opportunité d'accorder une tentative supplémentaire au candidat ou à la candidate qui en est victime.

2. Les épreuves appréciées sont cotées de 0 à 20, sur les bases suivantes pour la cotation au-dessus de 10 :

- 20 Classe mondiale.
- 19-18 Classe internationale.
- 17-16 Classe nationale.
- 15-14 Classe interrégionale (ou nationale B).
- 13-12 Classe régionale (ou nationale C).
- 11-10 Classe régionale (2^e série).

3. Dispositions communes. — La notation se fait au demi-point près, sur 20.

MINISTÈRE D'ÉTAT CHARGE DE LA DÉFENSE NATIONALE

Décret n° 70-882 du 16 septembre 1970 relatif au centre d'études théoriques sur la détection et les communications (Cethedec).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat chargé de la défense nationale, du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret n° 49-1378 du 3 octobre 1949 fixant le statut des agents sur contrat du ministère de la défense nationale ;

Vu le décret n° 56-585 du 12 juin 1956 modifié notamment par le décret n° 68-912 du 15 octobre 1968 portant fixation du système général de rétributions des agents de l'Etat ou des personnels non fonctionnaires assurant à titre d'occupation accessoire, soit une tâche d'enseignement, soit le fonctionnement de jurys d'examens ou de concours ;

Vu le décret n° 69-709 du 4 juillet 1969 fixant les attributions du ministre d'Etat chargé de la défense nationale ;

Vu le décret n° 61-307 du 5 avril 1961 modifié portant organisation de l'administration centrale du ministère des armées ;

Vu le décret n° 70-117 du 6 février 1970 fixant les attributions de la direction des recherches et moyens d'essais,

Décète :

Art. 1^{er}. — Il est créé un centre d'études théoriques sur la détection et les communications (Cethedec) relevant du ministre chargé de la défense nationale (délégation ministérielle pour l'armement, direction des recherches et moyens d'essais) chargé :

De la formation de spécialistes dans le domaine de la détection et des communications ;

De la recherche dans ce même domaine et de la diffusion des résultats obtenus.

Art. 2. — Le directeur du centre d'études théoriques sur la détection et les communications est nommé, sur proposition du ministre chargé de la défense nationale, par arrêté conjoint du ministre chargé de la défense nationale et du ministre de l'éducation nationale, parmi des personnalités civiles ou militaires, choisies en raison de leur compétence dans le domaine visé à l'article 1^{er} précédent.

Il dispose des personnels militaires et civils du ministère chargé de la défense nationale qui sont placés sous ses ordres.

Art. 3. — Les spécialistes formés par le centre et visés à l'article 1^{er} sont soit élèves, soit stagiaires.

Les stagiaires, non rémunérés par le centre, sont choisis parmi les personnes, appartenant ou non à des organismes publics, titulaires d'un des diplômes dont la liste est fixée

par arrêté du ministre chargé de la défense nationale après consultation du ministre de l'éducation nationale. Les stagiaires suivent l'enseignement du centre à temps complet ou à temps partiel. Ils peuvent en outre participer aux activités des groupes d'études visés à l'article 5 du présent décret.

Les élèves sont choisis parmi les étudiants de troisième cycle des facultés ainsi que parmi les anciens élèves des grandes écoles dont la liste est fixée par arrêté du ministre chargé de la défense nationale, après consultation du ministre de l'éducation nationale, préparant, les uns et les autres, un diplôme d'études approfondies ou un doctorat. Ces élèves suivent, parallèlement à leurs études universitaires, l'enseignement du centre à temps complet.

Art. 4. — Des conventions passées par le ministre chargé de la défense nationale avec certains établissements d'enseignement supérieur précisent les conditions dans lesquelles ces derniers peuvent apporter leur concours au centre pour l'enseignement, la formation des spécialistes et le contrôle de leurs connaissances.

Art. 5. — La recherche est effectuée par des groupes d'études dans le cadre du programme défini par le ministre chargé de la défense nationale.

Les chercheurs recrutés par le centre sont régis par les dispositions du décret n° 49-1378 du 3 octobre 1949 susvisé.

Art. 6. — Les dispositions du décret n° 56-585 du 12 juin 1956 modifié susvisé sont applicables aux personnels assurant au centre d'études théoriques sur la détection et les communications une tâche d'enseignement à titre d'occupation accessoire.

Art. 7. — Les dépenses du centre d'études théoriques sur la détection et les communications sont couvertes par les crédits inscrits à cet effet au budget de la défense nationale ainsi que par les crédits dont peut bénéficier ce budget de la part des organismes publics ou privés intéressés par l'activité du centre (transferts de crédits ou fonds de concours).

Les recherches effectuées par le centre peuvent donner lieu à la passation de conventions de recherches avec des organismes publics ou privés.

Art. 8. — Des arrêtés fixent, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent décret.

Art. 9. — Le décret n° 59-1065 du 3 septembre 1959 portant création de la section d'études théoriques sur la détection et les communications est abrogé.

Art. 10. — Le ministre d'Etat chargé de la défense nationale, le ministre de l'économie et des finances, le ministre de l'éducation nationale, le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de la fonction publique et des réformes administratives et le secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 septembre 1970.

JACQUES CHABAN-DELMAS.

Par le Premier ministre :

Le ministre d'Etat chargé de la défense nationale,
MICHEL DEBRÉ.

Le ministre de l'économie et des finances,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Le ministre de l'éducation nationale,
OLIVIER GUICHARD.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,
chargé de la fonction publique et des réformes
administratives,

PHILIPPE MALAUD.

Le secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances,
JACQUES CHIRAC.

Echelonnement indiciaire applicable au personnel du corps des agents militaires de la marine.

Le ministre d'Etat chargé de la défense nationale, le ministre de l'économie et des finances et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives,

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites, ensemble les textes qui l'ont modifié et complété, et notamment le décret n° 70-83 du 27 janvier 1970 ;

Vu le décret n° 70-787 du 26 août 1970 portant organisation du corps des agents militaires de la marine,